ÉGLISE PROTESTANTE DE TIZI-OUZOU

La fête de la nativité célébrée par plus de 500 fidèles

Jeudi, 25 décembre, 12 heures. Il règne une animation inhabituelle dans ce quartier retiré et habituellement calme de la Nouvelle-ville de Tizi-Ouzou.

L'entrée de l'une des villas qui s'y trouve et qui abrite l'église évangélique de Tizi-Ouzou ressemble à une fourmilière. «Les fidèles viennent des localités situées dans un rayon de 80 km», nous dit Karim, un diacre de cette église d'obédience protestante.

«Il s'agit d'une réunion festive. Nous allons célébrer la naissance de Sidna Aïssa et pour des raisons sécuritaires, la messe de minuit n'a pas été célébrée», poursuivra-t-il, insistant sur le fait que le décor de circonstance ou les habituels cadeaux offerts en pareille occasion «n'ont pas leur importance». Les fidèles et les invités continuent d'affluer. On s'embrasse, on se souhaite bonne fête. Des «saha aïdkoum» suivis d'éclats de rires et qui, visiblement, amusent, fusent. Bref, ici, l'ambiance est à la joie, à la communion entre «frères». Youcef, notre accompagnateur et guide du jour, nous conduit vers le lieu de culte où se déroulera la cérémonie. Il ne cesse de nous présenter aux «frères» et à certains membres dirigeants de la communauté. Nous comprenons son souci. Il faut justifier notre présence en tant que journaliste. On sent la fébrilité du service d'ordre qui veille au grain et pour lequel la vigilance est de mise. Tous les arrivants sont scrutés du regard. Il faut parer à tout risque d'intrusion ou de présence suspecte.

L'usage des caméras et appareils photo est interdit même pour les fidèles. «Ceux qui ont besoin de prendre des photos, on se chargera de le faire pour eux», dira le pasteur Salah. Treize heures, la salle habituellement réservée au culte dominicain… pardon du vendredi est déjà pleine et grouille de monde : des femmes, des hommes de tous âges et beaucoup d'enfants sont déjà installés sur des chaises et des bancs, d'autres se tiennent debout, faute de places disponibles. Une salle a été aménagée pour les enfants, annoce-t-on aux parents. Des activités sont prévues pour eux et des cadeaux, des livres d'enseignement bibliques leur ont été remis.

Plus de 500 personnes — et il en reste encore à l'extérieur de la salle — bras au ciel, tapant des mains, chantent à tue-tête et entonnent un cantique sur un rythme scandé et chaleureux. La célébration qui vient de démarrer, tambour battant, donne à ce lieu des allures d'église du sud des USA. Le pasteur Salah, micro en main, avec derrière lui un orchestre moderne, où officie sa femme à la guitare , accompagnant un chœur composé de jeunes garçons et filles, chauffe la salle, alternant chants et prières à la gloire du Christ et célébrant sa naissance et la résurrection du Seigneur, annoncée comme proche.

L'orchestre poursuit son tour de chants et rythme la cadence. Des youyous fusent, on chante et il arrive que certains entament des pas de danse sur les airs d'un gospel édulcoré par des consonnances rythmiques du terroir.

L'ambiance, qui donne à la célébration des tours de fête païenne, sera vite ramenée à sa véritable dimension purement céleste et spirituelle par les invocations bibliques du pasteur et par les paroles en arabe, en français et en kabyle des cantiques sur des notes de musique parfois chaude et festive et d'autres fois douce, évoquant la générosité et le sacrifice du Christ et l'universalité de son message. Les prières et les pensées inspirées des évangiles seront entrecoupées par des alléluias qui fusent de la salle. «(…) et je verrai ma terre te revenir ô sauveur…», disait en arabe, le refrain, repris en boucle par l'assistance, d' un cantique qui implore et invoque la bénédiction de Jésus-Christ et le prie de ramener la paix et d'étendre sa main protectrice sur l'Algérie.

S. A. M.

ENTRETIEN AVEC SALAH CHALAH, PASTEUR DE L'ÉGLISE THAFATH :

«Le christianisme de garage existe et peut conduire à des dérives sectaires qui peuvent nuire à la société»

***Le Soir d'Algérie* : Fêter la naissance du Christ, ici et maintenant, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?**

Salah Chalah : Avant toute chose, cela nous rappelle la venue de Dieu en la personne du Christ pour montrer le chemin du salut pour l'humanité Son impact pour nous, en tant qu'Eglise d'Algérie, nous rappelle que l'église appartient au Seigneur. Et, malgré les difficultés, le combat et les luttes, nous sommes, en tant que bâtisseurs d'Eglise, pleins d'espérance dans le fait que c'est le Seigneur qui conduit l'histoire de cette nation.

C'est lui qui est venu sur terre pour accomplir une mission et continue, par son Eglise, à perpétuer cette œuvre de salut. C'est tout cela l'importance de se rappeler de la naissance du Christ.

Est-il facile d'être chrétien et de vivre sa chrétienté, aujourd'hui, en Algérie ?

Non. J'estime que c'est toujours difficile. Il y a des gens aujourd'hui qui sont pénalisés et qui ont perdu leur emploi uniquement à cause de leur chrétienté. La difficulté vient surtout des autorités. Nous sommes juste tolérés. C'est dommage. Les autorités n'ont pas encore fait leur travail sur le plan administratif. Il y a des lois qui nous répriment et qui sont en contradiction avec la Constitution, sans parler de la charte onusienne des droits de l'homme et des autres traités ratifiés par l'Algérie

On est effectivement confrontés à beaucoup de difficultés et l'Algérie se place entièrement en porte-à-faux avec tous ces textes et ces conventions internationales. J'estime aussi qu'on ne peut pas imposer la foi à une personne. C'est un fait qui relève d'un choix individuel. Je respecte les convictions religieuses des musulmans et mon Dieu me dit de les respecter, mais je ne suis pas d'accord avec le discours qui prétend qu'on ne peut être que musulman dans un pays majoritairement musulman. Je n'ai aucunement la prétention de pousser les gens, par le discours ou d'autres moyens, à épouser ma foi. Et j'estime qu'il n'est pas juste que les autorités nous mettent de côté. Nous avons le sentiment que l'Etat algérien a honte de nous.

On nous présente comme la lèpre de ce corps qui s'appelle Algérie. N'oublions pas que le ministre des Affaires religieuses s'est exprimé de la sorte et nous a présentés comme nouveau fléau qui menace l'Algérie, au lieu de reconnaître l'existence d'un nouveau phénomène social. Je trouve dommage qu'un tel discours, qui engage toute la République, soit tenu par un représentant officiel de l'Etat. Nous avons espoir que les choses vont s'améliorer et iront dans le bon sens. C'est pour cela que nous demeurerons joyeux, malgré toutes ces difficultés.

Hormis cette hostilité qui se manifeste, selon vous, du côté institutionnel, comment vivez-vous dans votre environnement de tous les jours ?

Depuis une douzaine d'années d'existence, nous n'avons jamais ressenti une manifestation d'hostilité ni de mépris de la part de la population. Il y a, bien sûr, des semaines où nous avons droit à des jets de pierres, à des gros mots, mais ce sont des cas rares et isolés. C'est pour cela que je formule l'espoir de voir l'Etat œuvrer dans le sens de l'ouverture. C'est à l'Etat, à travers toutes ses institutions, que revient la responsabilité de l'éducation au civisme et au respect des différences.

On vous reproche de faire du prosélytisme, d'user de procédés répréhensibles, comme donner de l'argent à des citoyens pour les amener à se convertir et à épouser votre foi…

C'est bien d'entendre ce genre de propos, mais restent les preuves… Jusqu'à maintenant, aucune preuve n'a été avancée pour étayer de telles accusations. Y a-t-il des personnes qui ont été prises en faute et qui ont reconnu avoir été soudoyées avec une minable somme de 5 000 euros pour se convertir ? A ma connaissance, non. J'estime que tout cela procède de la propagande qui n'a aucun fondement. Je dirai même que nos accusateurs sont en train de nous accabler de procédés et de moyens dont ils usent.

Avez-vous des liens avec le mouvement évangéliste mondial ?

On est avant tout protestant. Les uns nous prennent pour des évangélistes, d'autres pour des réformés et que sais-je encore ? J'estime qu'on appartient au corps du Christ avant tout et qu'on est catholique dans le sens universel, qu'on est protestant du fait qu'on est rentré dans cette œuvre de réforme, qui consiste à se désengager de tout ce qui a été ajouté à la foi et à la doctrine à travers l'histoire. Laissez-moi seulement vous dire que nous croyons en l'autorité de la Bible dans notre vie. A partir de là, libre à chacun de nous mettre dans la case de son choix. Nous sommes tout simplement chrétiens et nous voulons vivre en tant que tels, dans notre république, en toute dignité et dans le respect et l'amour du prochain, comme nous l'enseigne notre Bible.

Vous êtes aujourd'hui une petite communauté qui espère peut-être s'agrandir et voir s'élargir son audience bien plus que celle qu'elle a aujourd'hui.

C'est mon espérance, c'est le cœur de Dieu. Il nous dit dans sa parole que «Dieu veut que tous les hommes parviennent à la connaissance du Christ». Nous, nous voulons que tous les hommes entendent la bonne nouvelle et le message de l'Évangile. C'est la raison de notre espérance. Ce n'est pas du prosélytisme, mais nous portons notre foi à qui nous le demande. Maintenant, si le fait de partager ma foi, d'en faire témoigner à mon prochain est traité de prosélytisme, alors j'assume entièrement. Dire que l'Eglise va s'agrandir, je dis amen, c'est mon espérance. Nous travaillons pour que tous les hommes entendent la bonne nouvelle. Mais il reste que le choix de croire ou de ne pas croire appartient à chaque individu

De façon pratique, comment faites-vous pour partager la bonne nouvelle, témoigner de votre foi, sachant que la loi réprime et criminalise toute forme de prosélytisme ?

Nous sommes conscients de l'existence de la loi, mais nous n'avons jamais mené des campagnes d'évangélisation, nous n'avons pas de stratégie. La seule stratégie, c'est tout simplement ce désir de chaque chrétien de témoigner à son prochain ce qu'il a vécu. Ce qui est un acte qui se limite à un niveau individuel, qui n'engage pas une communauté ou un groupe. Les gens témoignent et le Seigneur fait le reste. Nous ne faisons pas du prosélytisme et nous ne développons aucune stratégie. Il y a des gens qui témoignent en public de leur foi. On est quelquefois mis devant des situations de fait accompli par des gens qui nous posent des questions et auxquelles on est obligé de répondre. On n'a pas honte de notre foi, on l'assume, En tant que citoyen de ce pays, j'estime que nous avons le droit d'assumer nos convictions. Rien ni personne ne pourra faire taire la voix de l'Évangile.

Est-ce qu'il y a des démarches qui ont été faites auprès des pouvoirs publics pour l'édification de nouveaux lieux de culte et églises ?

Oui, des démarches ont été faites par le président de l'Église protestante d'Algérie (et précise qu'il faut confirmer avec ce dernier, ndlr) qui a déjà déposé deux demandes auprès du ministère des Affaires religieuses. Les institutions concernées fuient cette responsabilité. Aucune réponse ne nous a été fournie, c'est le règne de ni oui, ni non. Mais il est évident que la réponse est négative.

Où seront construits ces lieux de culte, dans le cas où l'autorisation des autorités sera obtenue ?

Du côté de Béjaïa, la priorité. Nous, pour notre part, nous avons la chance de posséder cet espace, car nous agissons, comme vous le savez, dans un cadre associatif. Mais la priorité est donnée à des églises, à des communautés qui ne sont pas dotées d'espaces et de lieux de culte appropriés.

Il faut se poser la question pour le christianisme de garage, celui de maison et de villa existe. C'est un fait qui est la honte de nos autorités qui ne veulent pas prendre leurs responsabilités pour laisser s'édifier des églises et des lieux de culte.

Cette forme d'existence peut favoriser des dérives, du genre sectaire, par exemple…

Malheureusement oui et nous avons saisi les autorités à propos de ce phénomène qui échappe à notre contrôle.

Vous reconnaissez donc l'existence de dérives sectaires ?

Comme dans toutes les religions, il y a des dérives sectaires. Cette situation reste, heureusement, au niveau doctrinal et des idées. Le chrétien est, par principe, un être pacifique et, même s'il est différent de l'autre il ne pensera jamais à prendre les armes. Mais, cela reste des dérives qui peuvent nuire, effectivement, tôt ou tard à cette société. Mais ce n'est pas à nous d'assumer cette responsabilité de contrôle et de prévention. Mais je pense qu'on l'assumera, à condition que les autorités nous donnent les moyens et acceptent de composer avec l'Église protestante d'Algérie, parce que nous ne connaissons pas tous les groupes. Nous ne pouvons pas jouer le rôle de gendarmes pour surveiller ces groupes. Mais, si l'Etat favorise, comme en France, la création d'une fédération avec une forme institutionnalisée et avec des statuts, cela nous réjouirait et chacun assumera alors ses responsabilités devant la loi. Depuis plus de 30 ans, l'Église protestante d'Algérie, EPA, existe, dispose d'un agrément qui est toujours en vigueur, mais ne dispose pas d'une mise en conformité avec la loi.

Vos relations avec les catholiques ?

Ce sont nos frères devant le Christ et nous nous respectons dans nos différences.

Pour finir, un mot sur l'histoire de l'église que vous dirigez et sur votre propre itinéraire ?

Nous avons commencé à travailler à Tizi-Ouzou en 1996 et, depuis, on continue à être au service du Seigneur et de nos frères. Les autorités étaient informées de notre existence et nous sommes affiliés à l'EPA depuis au moins 6 ans. Ma conviction m'a poussé à me porter vers le Christ. Avant, je ne me considérais pas comme étant musulman. Je considère qu'on n'est pas de telle ou telle religion par naissance ou par tradition. On est seulement des hommes qui optent et qui épousent telle ou telle religion, après réflexion. C'est un choix personnel et c'est une responsabilité devant Dieu, avant toute autre chose. C'est vrai que nous sommes dans un pays à majorité musulmane, mais nous sommes aussi dans une république. Il faut donc que les minorités religieuses soient respectées.

S. A. M.

SELON LA LADDH

Au moins 36 000 Algériens ont tenté la harga

Les poursuites engagées contre les jeunes harraga algériens n'ont pas dissuadé les candidats à l'immigration clandestine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les chiffres présentés hier par la LADDH – aile Zehouane — sont éloquents : ils seraient 36 000 à avoir tenté l'aventure, 3 000 à avoir péri, sans compter les milliers détenus dans des prisons européennes dont 4 000 en Espagne seulement. Pour Hocine Zehouane, il s'agit d'une véritable guerre déclarée par l'Etat algérien contre les jeunes. Il pense que seule une stratégie de réhabilitation des jeunes, l'abandon des poursuites peuvent rétablir la confiance. Invité à prendre la parole lors de la conférence de presse tenue hier au siège de la LADDH, un membre de l'antenne de la ligue en Espagne, imam de son état, a indiqué que des centaines de cadavres en décomposition sont entreposés dans les morgues espagnoles. Les autorités espagnoles risquent de prendre rapidement la décision de les incinérer si l'Etat algérien ne fait rien pour les rapatrier. La Commission de sauvegarde de la jeunesse, dépendant de la LADDH, a fait un constat alarmant de la situation que vivent les jeunes Algériens. Sans concession, cette commission estime que «l'année 2008 peut être considérée, sans exagération, comme étant la pire des années vécu par la jeunesse algérienne». Passant au crible les problèmes de chômage, la situation de l'université et les droits élémentaires, ladite commission estime que les voyants sont au rouge. Evoquant la question de l'emploi, elle dira que «tous les programmes, en l'absence de communication avec les jeunes, sont devenus un processus bureaucratique qui aboutit forcément au même échec constaté dans la réalisation du programme des contrats pré-emplois», ajoutant que «les banques publiques sont devenues l'ennemi numéro un des jeunes Algériens qui prennent des initiatives pour créer des petites et moyennes entreprises». Au sujet des libertés, le rapport indique que «l'année 2008 a encore privé les jeunes Algériens de leurs droits citoyens». «Cela fait neuf ans que persistent les refus aux demandes d'agréments pour créer des associations de jeunes ou d'étudiants». Pour la LADDH, «l'Université algérienne est devenue un lieu de misère, de dépression et de violence». Un constat qui fera dire à Me Zehouane que la jeunesse n'a plus d'horizon.

N. I.